

enquêtes & documents

CENTRE DE RECHERCHES
EN HISTOIRE INTERNATIONALE ET ATLANTIQUE

Universités de Nantes et La Rochelle

- 78 -

**ACTIONS ET DIPLOMATIES
CULTURELLES DANS LE NORD
DE L'AFRIQUE
ET AU MOYEN ORIENT**

Sous la direction de
Luc Chantre, Kahina Mazari et Alain Messaoudi

Diplomatie et politiques culturelles africaines au Maroc (2011-2023)

Les dernières années, les principales villes du Maroc ont été témoins d'une importante programmation culturelle axée sur la culture africaine, portant sur les arts, le cinéma, l'édition, la mode et le sport. La promotion de la culture africaine sur le territoire national fait partie intégrante de la nouvelle stratégie du *royaume* sur le continent, mise en œuvre dans le cadre des efforts de la monarchie alaouite pour atteindre le leadership régional. Cette contribution vise à montrer les liens entre ces initiatives culturelles et le rôle des acteurs nationaux du Maroc, soutenus par des acteurs publics et privés.

UN MAROC AFRICAIN

Depuis les conquêtes almoravides qui s'étendaient jusqu'au fleuve Sénégal, les dynasties marocaines n'ont eu de cesse d'étendre leur influence vers le sud. Sans connaître les mêmes succès militaires que la première dynastie berbère, elles ont maintenu des liens commerciaux et politiques relativement stables avec les sociétés ouest-africaines, notamment depuis le XVI^e siècle, avec les Alaouites. Sur la base de ces relations politiques et économiques, après l'indépendance et la constitution du Royaume du Maroc en 1956, la monarchie a commencé à revendiquer son autorité, notamment sur le Sahara occidental, sous prétexte des anciens liens de vassalité qui rattachent les tribus vivant au sud des frontières dessinant la zone de protectorat français. Malgré le rejet des revendications marocaines par l'ONU¹, le retrait de l'Espagne du Sahara occidental a permis au Maroc d'annexer la région ; l'action a donné lieu à un contentieux qui n'a toujours pas été réglé à l'échelle internationale² et à un conflit avec la résistance sahraouie organisée au sein du Front Polisario, qui a fondé la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Au-delà de ses visées sur le Sahara, le Maroc a manifesté son engagement en direction de l'Afrique peu après son indépendance, lorsque Mohammed V a décidé de jouer un rôle de premier plan dans le processus d'intégration régionale à l'œuvre à l'échelle du continent. En janvier 1961, le roi a convoqué une assemblée de chefs d'États africains pour adopter la charte de Casablanca, une mesure visant à renforcer l'unité panafricaine dans le cadre de la décolonisation et, après la mort de Mohammed V, son successeur, Hassan II, a fait partie en 1963 des fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cependant, en 1984, le Maroc s'est retiré de l'organisation en raison de la reconnaissance de la RASD par les États africains et de l'entrée de cette dernière dans l'OUA. Au cours des deux décennies suivantes, en matière géopolitique, stratégique et idéologique, le Maroc a donc relativement délaissé le continent africain. Tout en maintenant des relations privilégiées avec certains États d'Afrique occidentale et centrale, en particulier le Sénégal, le Gabon et la République démocratique du Congo, le pays a plutôt renforcé ses relations avec l'Europe, le Maghreb et le Moyen-Orient.

Cependant, après l'intronisation de Mohammed VI en 1999, l'évolution du contexte géopolitique et économique international a progressivement conduit le Maroc à réviser sa stratégie³. Les migrations africaines vers l'Europe, le djihadisme, le changement climatique, l'accès aux ressources et la recherche de nouveaux marchés ont contribué à déplacer l'axe économico-politique du pays vers le Sud⁴. Une nouvelle approche de la politique étrangère africaine a été adoptée, ayant comme but prioritaire la construction d'un réseau de relations commerciales, politiques et culturelles interafricaines, indépendamment des positions que les différents États africains pouvaient avoir à l'égard de la question saharienne. Ces mêmes relations ont de fait joué par la suite un rôle essentiel dans l'élargissement du consensus à l'égard de la monarchie, créant ainsi les bases diplomatiques d'une reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara.

Depuis les années 2000, plus de mille accords bilatéraux ont été signés⁵ avec plusieurs États africains concernant des secteurs clés : le commerce et les affaires pour le développement économique et durable⁶, la coopération en matière de sécurité pour lutter contre l'extrémisme religieux, le terrorisme et le crime organisé transnational⁷, et la coopération culturelle et éducative. Pour faciliter la politique marocaine de *soft power* à l'égard de l'Afrique, un ministère délégué aux Affaires africaines a été créé en 2013 au sein du ministère des Affaires étrangères, appuyé par deux bureaux chargés des affaires africaines au sein des ministères de l'Intérieur et des Finances. En 2017, le Maroc a rejoint l'Union africaine (UA)⁸ et en 2018, le pays s'est classé deuxième pour la promotion de la coopération Sud-Sud, avec dix-sept projets et un investissement de plus de 37 milliards de dirhams entre 2013 et 2017, ce qui en a fait le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest⁹.

L'Afrique contribue à soutenir la croissance annuelle du Royaume¹⁰ et, grâce à cette nouvelle stratégie de *soft power*, le Maroc a pu voir grandir le

nombre des États refusant de reconnaître la RASD en tant qu'entité étatique : la mise en place d'un nouveau réseau africain a conduit en novembre 2022 à la publication de l'*Appel de Tanger* en faveur de l'exclusion de la RASD de l'UA, appel qui a été signé par 19 États africains en septembre 2023¹¹. Sans surprise, dans ce cadre, le Sahara occidental est stratégiquement devenu la porte d'entrée commerciale du Maroc vers l'Afrique, et sert d'indicateur de l'état avancées politiques : depuis décembre 2019, 10 États africains ont établi des consulats à Dakhla et Laayoune, les deux principales villes du territoire contesté¹², confirmant l'influence croissante du Maroc dans la région.

SOFT POWER ET CULTURE

Dans le contexte des stratégies de *soft power* du Maroc en Afrique, basées sur un large engagement diplomatique, politique et économique, la promotion de la culture marocaine à travers le continent a été essentielle. Cet objectif a été principalement atteint par le biais de la diplomatie religieuse¹³ et d'une action en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Le ministère des Habous et des Affaires islamiques et la Fondation Mohammed VI des oulémas africains ont joué un rôle crucial dans la promotion du malikisme et d'un islam « modéré » pour contrer les influences salafistes et djihadistes dans les pays africains¹⁴. En matière d'enseignement supérieur, le Royaume a fondé des instituts de recherche spécialisés sur l'Afrique¹⁵ et créé des chaires d'études africaines dans plusieurs universités – auxquelles s'est ajoutée en mars 2023 une chaire des littératures et des arts africains de l'Académie du Royaume du Maroc –, ce qui a entraîné une augmentation des échanges inter-universitaires et du nombre des conférences portant sur l'Afrique. Au cours de l'année académique 2019-20, plus de 12500 étudiants issus de 47 nations africaines ont été admis dans les universités du royaume, 85 % d'entre eux bénéficiant de bourses d'études financées par l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI)¹⁶. Le sport, en particulier le football, a été utilisé comme un outil supplémentaire pour la stratégie de *soft power* du Maroc, avec des investissements gouvernementaux significatifs. Le discours prononcé par Mohammed VI lors du colloque international « African Football, Our Vision », en juillet 2017, en témoigne :

« Illustrant Notre politique de solidarité vis-à-vis des pays du Continent, et partant de Notre foi quant à l'importance de la coopération interafricaine, le Maroc s'attache à mettre l'expérience qu'il a engrangée dans le domaine sportif à la disposition de ses frères africains.

À cet égard, la Fédération royale marocaine de football a signé plus de 34 conventions couvrant de nombreux domaines comme la formation et les infrastructures, la médecine sportive, le partage des savoir-faire techniques et l'accueil des réunions préparatoires des sélections nationales de pays africains frères toutes catégories confondues¹⁷.

Le football joue en effet un rôle crucial dans le renforcement du leadership régional du Maroc et la préservation des intérêts nationaux¹⁸ – significativement, la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football 2020 s'est déroulée à Laâyoune –, et le succès de l'équipe marocaine à la Coupe du monde 2022 a donné un élan supplémentaire à cette politique. Le classement de l'équipe marocaine à la 4^e place – ce qui en a fait la première équipe africaine à atteindre les demi-finales du championnat mondial de football – a été célébré avec insistance par les médias marocains et internationaux comme un triomphe pour le football arabe et africain¹⁹.

Néanmoins, les échanges culturels entre le Maroc et l'Afrique sont à double sens : si, d'un côté, le gouvernement essaye de diffuser la culture marocaine dans le continent, de l'autre côté, au fil des ans, un grand nombre d'initiatives axées sur l'Afrique ont été organisées dans diverses villes du pays, à une échelle différente et avec beaucoup d'énergie, par des entités de différents ordres : institutions gouvernementales (ministères, administrations locales) et associations, acteurs économiques étatiques (tels que le groupe OCP, ancien Office chérifien des phosphates), grands investisseurs privés (tels que les groupes Alliance et al-Mada), et d'autres investisseurs plus modestes. En particulier, les acteurs économiques sont engagés dans des secteurs clés, comme ceux de l'immobilier, de la banque, des mines, de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et du transport aérien.

Le nombre d'événements culturels axés sur l'Afrique a tout particulièrement augmenté à la suite de la réforme constitutionnelle de 2011. Cette réforme a marqué un tournant décisif, puisqu'elle redéfinit l'identité nationale – dès l'indépendance fondée exclusivement sur l'arabisme –, en faveur d'une subjectivité plurielle : « forgée par la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie [...] nourrie et enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen²⁰ ». À la lumière de cette nouvelle projection identitaire composite, le Royaume du Maroc s'engageait à « consolider les relations de coopération et de solidarité avec les peuples et les pays d'Afrique, notamment les pays du Sahel et du Sahara²¹ ».

Pour illustrer l'implication du Maroc dans la réalisation de cet engagement, je donnerai quelques exemples d'actions entreprises par des organismes institutionnels et par des organisations privées. Les initiatives révèlent une franche association entre intérêts politiques et commerciaux d'une part, investissements dans la sphère culturelle d'autre part. Comme nous le verrons, les entités engagées dans la promotion de la culture africaine au Maroc affirment généralement que leur objectif est d'améliorer les relations entre le nord et le sud et d'établir la légitimité du Maroc en tant que leader régional aux yeux des autres nations du continent, ainsi que de faire en sorte que les citoyens marocains perçoivent désormais le royaume alaouite comme une nation africaine.

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le gouvernement, principalement par l'intermédiaire du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, de l'Agence marocaine de coopération internationale, de plusieurs municipalités, académies et universités²², est le principal promoteur de la culture africaine au Maroc. Les deux événements culturels africains les plus marquants à Rabat ont été parrainés par le gouvernement. Le premier, « L'Afrique en Capitale », s'est déroulé pendant un mois, du 28 mars au 28 avril 2017, à la suite de la réintégration du Maroc dans l'Union africaine. Interviewé, le peintre et artiste marocain Mehdi Qotbi, un des organisateurs de l'événement, a déclaré qu'il était « nécessaire d'envoyer un signal fraternel et culturel fort à tous les Marocains et à tous les pays africains. [...] Le Maroc doit jouer un rôle moteur pour que le continent puisse porter la fierté de ses cultures et actualiser ses racines mémorielles²³ ». Toutes les activités du programme, réparties dans dix-huit lieux différents, étaient publiques et gratuites : expositions d'arts visuels et de patrimoine culturel, concerts de musique, projections de films, conférences et art urbain.

Plus important encore, le programme de « Rabat, capitale africaine de la culture » (RCAC)²⁴, voué à la promotion de la richesse et la diversité des cultures du continent, s'est étalé sur une année, entre juin 2022 et mai 2023. Le festival a accueilli près d'une centaine d'événements en matière de littérature, de poésie, de contes, de théâtre, d'arts du cirque, d'arts de la rue, d'arts populaires, de danse, de musique, de cinéma, d'arts visuels, de photographie, d'arts numériques, de mode, avec des forums et des rencontres intellectuelles²⁵. La programmation a été organisée sous le patronage du Roi en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, le conseil municipal de Rabat et été parrainée par l'organisation africaine Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU)²⁶. La CGLU a décidé de nommer tous les trois ans « Capitale de la culture » une ville africaine qui doit accueillir un programme d'un an visant à promouvoir la culture africaine, et Rabat a été la première à être choisie²⁷. Coprésidente mauritanienne de CGLU Afrique, Fatiméou Abdel-Malick, a expliqué qu'« en célébrant les capitales de la culture africaine, le CGLU Afrique veut faire de la culture dans les villes africaines un vecteur du sentiment d'appartenance et de respect de soi²⁸ ». Le sens de la manifestation est confirmé sur la page d'accueil du site internet du RCAC : « depuis son retour au sein de l'Union africaine en 2016, le Maroc renoue avec son africanité²⁹ ».

Suivant ce nouvel axe stratégique, il n'est pas surprenant que l'un des principaux musées municipaux de Rabat, le Musée d'art moderne et contemporain Mohammed VI, ait manifesté un vif intérêt pour la culture africaine au cours de ces dernières années. De 2017 à 2023, il a présenté au moins six expositions sur l'Afrique, dont certaines dans le cadre des programmes déjà mentionnés.

Le domaine littéraire a également fait l'objet de l'attention des pouvoirs publics. Depuis quelques années, le Salon international de l'édition et du livre (SIEL), organisé par l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE) et le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, accorde une attention particulière aux publications africaines. Lors de l'ouverture de sa 27^e édition, qui s'inscrivait dans le programme « Rabat capitale africaine de la culture », le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaïd, entouré du ministre sénégalais de la Culture et de la Communication, Abdoulaye Diop, a appelé à la mise en place d'une stratégie africaine de diffusion de la fiction, notamment par la promotion de la lecture, en particulier auprès des jeunes générations²⁹. Par ailleurs, à travers l'Académie du Royaume du Maroc, le gouvernement marocain a apporté son soutien à la publication d'ouvrages abordant des thématiques africaines³⁰ à travers la collection Sembura, lancée en janvier 2021 par la maison d'édition La Croisée des Chemins, basée à Casablanca. La collection Sembura, ouverte aux auteurs du continent africain et de ses diasporas, accueille des ouvrages de littérature générale contemporaine, de littérature d'idées et d'essais produits par et sur le continent africain. Dans cette collection, Abdeljalil Lahjomri, secrétaire de l'Académie du Royaume du Maroc, a préfacé l'ouvrage collectif *Qu'est-ce que l'Afrique?* (2021), tandis que le volume *Rabat, capitale culturelle de l'Afrique et du monde islamique* (2022) a été préfacé par Mohamed Mehdi Bensaïd, ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication³¹.

Les universités ont également contribué à la promotion de la culture africaine, notamment par l'organisation d'événements visant à intégrer les Africains noirs dans le pays (comme on l'a vu, des milliers d'étudiants subsahariens fréquentent les facultés au Maroc grâce aux bourses de l'AMC) et à lutter contre le racisme qui imprègne encore la société marocaine³². Des écoles supérieures comme l'Institut supérieur d'ingénierie et des affaires (ISGA) et l'École nationale des sciences appliquées (ENSA) d'Oujda ont par exemple organisé des semaines culturelles visant à mettre en valeur la richesse du patrimoine culturel africain et à renforcer les liens entre les étudiants de différentes origines³³.

Pour ce qui concerne les entreprises publiques qui contribuent à la promotion de la coopération entre le Maroc et les pays africains, la principale est l'OCP, premier exportateur mondial de phosphates. Le groupe opère en Afrique *via* OCP Africa – une filiale créée en 2016 pour se concentrer sur le développement agricole durable³⁴ –, *via* la Fondation Mohammed VI pour le développement durable qui agit dans les domaines de la médecine, de l'environnement et de l'éducation³⁵, et par le biais de la Fondation OCP qui « cherche à améliorer les conditions de vie des communautés au Maroc et sur le continent africain³⁶ ». L'OCP joue également un rôle important dans des initiatives culturelles orientées vers l'Afrique – il sponsorise par exemple le festival du cinéma africain de Khouribga³⁷ et d'autres festivals. Parmi les

différentes activités financées, se démarque l'association Afrikayna, fondée en 2013 à Casablanca pour promouvoir « l'échange interculturel, le développement et la coopération en Afrique », en mettant un accent particulier sur la scène musicale africaine³⁸. L'association, qui place « au centre de ses réflexions précis la composante identitaire africaine du Maroc³⁹ », met en œuvre plusieurs projets de collaboration entre artistes marocains et africains (finance, entre autres, des mobilités et des formations, principalement dans le domaine de la musique⁴⁰).

GROUPES PRIVÉS ET ASSOCIATIONS

Le fonds d'investissement privé marocain Al-Mada, lié à la famille royale, opère dans divers secteurs tels que les services financiers, les matériaux de construction, la vente au détail et la distribution, l'exploitation minière, l'immobilier, le tourisme, l'énergie et les télécommunications⁴¹. Al-Mada affirme « une identité [...] avant tout africaine » et l'objectif « de participer à la dynamique de coopération Sud-Sud par des investissements impactants à l'échelle panafricaine⁴² ». La holding a lancé un fonds de capital-risque panafricain de 110 millions de dollars en 2022 pour investir dans des *startups* à croissance rapide sur le continent⁴³, devenant ainsi « l'un des plus grands fonds d'investissement privés opérant sur la scène panafricaine », avec des intérêts dans plus de vingt pays⁴⁴. Al-Mada qui se présente comme « l'un des tous premiers acteurs philanthropiques en Afrique⁴⁵ » finance *via* la Fondation Al Mada les Villas des Arts de Rabat et de Casablanca, deux lieux culturels et d'exposition⁴⁶.

Le groupe Alliances, qui est l'un des leaders de la promotion immobilière et fait partie des grandes entreprises de bâtiment du Maroc, fondé en 1994 par Mohamed Amami Lazraq, investit également en Afrique subsaharienne qui contribuera ainsi fortement « au chiffre d'affaires global du Groupe à moyen et long-terme⁴⁷ ». Comme le groupe al-Mada, Alliances a investi dans le mécénat culturel africain *via* la Fondation Alliances. En 2016, Amami Lazraq et son fils Othman, qui ont constitué une collection d'art, ont ouvert au public le musée d'art contemporain africain Al Maaden, partie du complexe MACAAL à Marrakech⁴⁸. Outre les salles d'exposition, le complexe comprend un parc de sculptures monumentales et un programme de résidence et de production qui vise à encourager les projets de praticiens africains émergents dans le domaine des arts contemporains et visuels. Le MACAAL se veut également un lieu de référence pour les études sur l'art africain contemporain, en abritant une bibliothèque dotée d'une vaste collection d'ouvrages, y compris des estampes rares⁴⁹.

À côté de ces grandes entreprises, d'autres acteurs plus modestes, tels que des galeries d'art ou des associations participent de diverses manières à la promotion de la culture africaine. On en donnera ici quelques exemples.

Créée en janvier 2019, la Fondation pour le développement de la culture contemporaine africaine (FDCCA) a organisé en 2019-2020 une « exposition panafricaine itinérante » d'art contemporain, « Prête-moi ton rêve », présentant des œuvres d'une trentaine d'artistes africains internationalement reconnus⁵⁰. Avec le soutien de plusieurs grandes entreprises marocaines, la FDCCA a investi dans le projet plus de 1,2 million d'euros. Inaugurée en juin 2019 à Casablanca, l'exposition a été présentée au musée des civilisations noires de Dakar, avant d'accompagner l'inauguration du musée des cultures contemporaines Adama Toungara d'Abobo à Abidjan en mars 2020⁵¹. À cause du Covid-19, elle n'a pu circuler comme prévu à Lagos, Addis-Abeba, au Cap puis à Marrakech⁵². Pour contrer les effets de la pandémie, la FDCCA a organisé à l'automne 2020, avec l'Africa Culture Fund (ACF), une vente aux enchères en ligne, de façon à pouvoir financer des projets d'artistes à travers le continent⁵³.

En mars 2023, dans le cadre de « Rabat capitale de la culture africaine », la Fondation Hiba, avec le soutien du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, a organisé la première édition de « Roots Rabat. Les Journées du cinéma panafricain », qui ont réuni des professionnels de 15 pays, avec la perspective de mettre en réseau les différents acteurs de la « chaîne de valeur du cinéma » dans le but de constituer un grand rendez-vous annuel du cinéma panafricain⁵⁴. De son côté, chaque année, pour célébrer la Journée mondiale des réfugiés, la Fondation Orient-Occident organise le Festival africain de Rabat, qui propose généralement des concerts de musiciens africains⁵⁵. L'association Maroc Culture organise elle aussi à Rabat un festival musical annuel, Mawazine⁵⁶, où des artistes africains sont généralement invités. Par ailleurs, depuis 2015, la présence de musiciens africains s'est considérablement accrue dans le Festival des musiques sacrées du monde de Fès, ce dont témoigne le thème de sa 25^e édition (2019), « Fès au miroir de l'Afrique⁵⁷ ».

QUELQUES REMARQUES CONCLUSIVES

Le royaume alaouite est généralement considéré comme un système politique hybride, car il associe un système monarchique constitutionnel à des structures et procédures démocratiques, avec des élections multipartites au suffrage universel. Cependant, il repose sur les mêmes principes que les régimes autoritaires, où les intérêts publics et privés s'entremêlent et se superposent sur la base de convergences néo-patrimoniales. Les intérêts de la famille royale – qui, non seulement dicte la politique intérieure, ébran-gère et financière du Maroc, mais est aussi le premier entrepreneur du pays – façonnent *a fortiori* les intérêts de la nation, et les intérêts de ses réseaux de patronage. Les institutions publiques sont ainsi, de manière ambiguë, au service d'objectifs nationaux mais aussi familialistes.

L'exemple d'al-Mada est éclairant à cet égard. Bien que le groupe soit le plus grand investisseur privé marocain en Afrique, l'entreprise et ses filiales

semblent consacrer à des initiatives culturelles axées sur l'Afrique une proportion plus faible de leurs ressources que d'autres entités. Il convient cependant de considérer que la monarchie peut s'appuyer sur des institutions publiques et d'autres acteurs makhzénien⁵⁸ pour atteindre ses objectifs. La mise en œuvre des intérêts d'al-Mada dans la promotion des politiques culturelles africaines au Maroc peut être confiée par Muhammad VI à des ministères, des municipalités, diverses agences et des groupes comme l'OCP. Ces organismes mettent à disposition des fonds publics importants pour la mise en œuvre de projets qui sont avantageux à la fois pour le pays et pour le Roi et ses sociétés.

Ce mécanisme s'applique à de nombreux acteurs privés impliqués dans l'organisation et le financement d'activités culturelles en lien avec l'Afrique, qui appartiennent la plupart du temps aux milieux makhzénien⁵⁹, qu'il s'agisse d'entrepreneurs ou d'associations. Ainsi, avant de fonder le Groupe Alliances en 1994, Lazraq Alami a d'abord travaillé pour le gouvernement, puis pour l'ONA (devenu Al-Mada). La FDCCA compte parmi ses investisseurs et collectionneurs le prince Moulay Ismail, cousin du roi Mohammed VI. Il en va de même pour d'autres institutions. Depuis 2007, la Fondation Orient-Occident s'est détournée des questions sociales urbaines pour se consacrer à l'intégration des migrants subsahariens. Or, la même année, elle a inauguré la première édition du Festival Rabat Africa⁶⁰, avec le soutien de multiples partenaires institutionnels publics⁶¹ et celui de l'OCP. La Fondation Hiba est une association à but non lucratif créée en 2006 à l'initiative de Mohammed VI⁶². Maroc Culture est présidée par Mounir Majidi, secrétaire personnel du roi⁶³. Le conseil d'administration et les sponsors de la Fondation Esprit de Fès, qui organise le Festival de Fès des musiques sacrées du monde, témoignent de la même intrication⁶⁴. La liste pourrait s'allonger et semble indiquer une coordination des différents acteurs publics et privés de façon à couvrir les différentes sphères culturelles et d'assurer sans discontinuité la mise en œuvre d'un programme fidèle aux principes constitutionnels et aux stratégies du souverain. La vigueur de l'effort économique et organisationnel produit pour faire en sorte, à travers des actions culturelles, que l'africanité du Maroc soit reconnue par tous, suggère donc l'existence d'une stratégie à long terme visant à transformer la perception collective de l'identité nationale.

L'examen des moyens utilisés pour faire circuler un nouveau récit africain de la nation et l'analyse de ses motivations permettent de mettre en évidence la pertinence des politiques culturelles dans le soutien des stratégies de *soft power* et des changements dans et une corrélation entre ces stratégies de *soft power* et des changements dans les paradigmes de l'identité nationale. En outre, l'étude des politiques culturelles africaines permet d'analyser les mécanismes de la gouvernance royale, en particulier les interactions entre les institutions publiques et privées, et fournit des aperçus utiles sur le système makhzénien et sa dynamique.

NOTES

1. Selon l'avis consultatif rendu par la Cour Internationale de Justice le 16 octobre 1975 à la demande du Maroc, ses liens avec les peuples du Sahara occidental n'étaient pas de nature à les priver de leur droit à l'autodétermination et ne conféraient donc au Maroc aucun droit de souveraineté sur le territoire. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances. Sahara occidental. Avis consultatif du 16 octobre 1975*, 74 p., [https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/61/061-19751016-ADV-01-00-EN.pdf].
2. L'annexion du Sahara occidental par le Maroc est considérée comme illégale du point de vue du droit international. Néanmoins, depuis 2020, la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental a été officiellement reconnue par les États-Unis, Israël et le Togo.
3. Pour une vue d'ensemble des origines de la politique étrangère africaine du Maroc et de son développement, voir ABOURABI Youssa, *La politique africaine du Maroc : identité de rôle et projection de puissance*, Leyde/Boston, Brill, coll. « Studies in the History and Society of the Maghrib », 2021 ; BEZZOUR Kenza, *La nouvelle stratégie du Maroc en Afrique : politique de projection ou de protection ?*, Paris, L'Harmattan, 2021.
4. MESSARI Nizar, « Moroccan Foreign Policy Under Mohammed VI: Balancing Diversity and Respect », *Isituto Affari Internazionali (IAI) Commentaries*, vol. 20, n° 78, octobre 2020, 6 p., [https://www.iai.it/en/pubblicazioni/moroccan-foreign-policy-under-mohammed-vi-balancing-diversity-and-respect].
5. BEZZOUR Kenza, *La nouvelle stratégie... op. cit.*, 2021. La principale zone d'intérêt du Maroc dernières années, son horizon s'est élargi à d'autres pays tels que le Kenya, l'Éthiopie, le Nigéria, la Zambie et la Tanzanie.
6. MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES DU ROYAUME DU MAROC, DIRECTION DES ÉTUDES ET DES PRÉVISIONS FINANCIÈRES, *Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une « nouvelle frontière »*, Rabat, juillet 2015, 30 p., [https://www.finances.gov.ma/Publication/dept/2014/Relations%20Maroc-Afrique%20%20L%27ambition%20d%27une%20nouvelle%20frontiere%20%20C3%A8re%20actualisation%20juillet%202015%20(2).pdf] ; CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE) DU ROYAUME DU MAROC, *L'intégration régionale du Maroc en Afrique. Pour une stratégie au service d'un développement durable avec l'Afrique*, 2020, 53 p., [https://www.cese.ma/media/2023/09/Inte%CC%81gration-re%CC%81gionale-en-Afrique-VF.pdf] ; BERAHAB Rim, « Relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne : quels potentiels pour le commerce et les investissements directs étrangers ? », *Policy Brief*, publication de l'OCP Center, vol. 17/04, 2017, 10 p., [https://www.policy-center.ma/sites/default/files/OCPCC-PB1704_0.pdf].
7. EL-KADRI Mohammed, *From Assistance to Partnership: Morocco and Its Foreign Policy in West Africa*, Fort Belvoir (VA), Defense Technical Information Center, 2015 ; FASSI FIKRI Brahim (dir.), *Le Maroc et l'Afrique. Pour une mobilisation nationale d'urgence*, Rabat, Institut Amadeus, 2014 ; BAIDA Taçhfine, « Moroccan Foreign Policy in sub-Saharan Africa », in *id.* (dir.), *The Foundations of Moroccan Foreign Policy. An Anthology*, Wilsonville (OR), Sirius Academic, 2013 ; DAHER Joseph, « Morocco's Regional Ambitions in Sub-Saharan Africa: Royal Diplomacy, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel », 2018, p. 1-21, [https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/en/21.pdf].
8. L'Union africaine a remplacé l'OUA en 2002.
9. BEZZOUR Kenza, *La nouvelle stratégie... op. cit.*, 2021, p. 56-60.
10. Selon les données du haut-commissariat au Plan, l'Afrique est un partenaire commercial de plus en plus important. L'Europe arrive en tête avec 58,8 % du total des échanges avec le pays, 5,5 %. Cependant, la balance commerciale avec chacun de ces partenaires affiche un déficit en 2022, sauf pour l'Afrique avec un excédent de 13,3 milliards de dirhams (contre 6,2 milliards de dirhams en 2021) [ROYAUME DU MAROC, OFFICE DES CHANGES, *Rapport annuel Balance des paiements et position extérieure globale du Maroc. Rapport 2022*, Rabat, Département études et statistiques, 2022 [https://www.finances.gov.ma/Publication/oc/2023/RapportAnnuelBPPG2022_0.pdf].
11. MOROCCO EMBASSY, « Meeting in Marrakech to Follow Up on "Tangler Appeal" to Expel So-Called "sadr" from AU », [https://moroccoembassy.vn/en/latest-news/meeting-in-marrakech-to-follow-up-on-tangler-appeal-to-expel-so-called-sadr-from-au.html].
12. L'AYOUCI Ghita, « Morocco's Religious Diplomacy in Africa », *Policy Brief*, publication de la RASAD.
13. TAMAOUI Ghita, « Morocco's Religious Diplomacy in Africa », *Policy Brief*, publication de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), vol. 196, (février 2015, p. 1-5 [https://www.files.ethz.ch/isn/189993/Morocco%E2%80%99s%20religious%20diplomacy%20in%20Africa.pdf] ; DAHER Joseph, « Morocco's Regional Ambitions... », art. cité ; SAMBE Bakary, *Islam et diplomatie : la politique africaine du Maroc*, Gaithersburg (MD), Phoenix Press International, 2011.
14. La Fondation Mohammed VI pour les ouléma africains a été créée en juin 2015 avec pour objectif d'« unifier et coordonner les efforts des ouléma musulmans au Maroc et dans les autres États africains en vue de faire connaître les valeurs de l'islam tolérant, de les diffuser et de les consolider » (article 4 du Dahir n° 1-15-75 du 24 juin 2015, *Bulletin officiel du royaume du Maroc*, n° 6374 du 2 juillet 2015, p 6374), [https://www.habous.gov.ma/fr/files/BO_6374_fr_oulema_africains_1.pdf].
15. Ils rejoignent l'Institut des études africaines, affilié à l'université Mohammed V de Rabat et créé par décision de Hassan II en 1987.
16. Le site internet de l'AMCI en fait la promotion, [https://www.amci.cooperation-academique].
17. « Message de SM le Roi au symposium international sous le thème "Football africain, notre vision" », 18 juillet 2017 [https://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/sm-le-roi-adresse-un-message-au-symposium-international-sous-le-theme-football].
18. KADRI Ghaila et BILLBAUR Alexis, « Comment le Maroc se sert du football pour renforcer ses liens avec les pays africains », *Le Monde*, 1^{er} octobre 2021 ; A. T., « Le football, l'autre outil diplomatique du Maroc en Afrique », *bladi.net*, 2 octobre 2021, [https://www.bladi.net/football-autre-outil-diplomatique-maroc-afrique, 86922.html].
19. HAYIN Housan, « "Vous, c'est nous" : le Maroc comme symbole », *TelQuel.ma*, 9 décembre 2022, [https://telquel.ma/2022/12/09/vous-cest-nous-le-maroc-comme-symbole_1794230].
20. Préambule de la Constitution du 1^{er} juillet 2011, [https://mj.p.univ-perp.fr/constit/ma2011.htm].
21. *Ibid.*
22. DIAWARA Malick, « L'Afrique n'est plus un projet pour demain, c'est une réalité d'aujourd'hui », *Le Point*, 28 mars 2017, [https://www.lepoint.fr/culture/afrique-n-est-plus-un-projet-pour-demain-c-est-une-realite-d-aujourd-hui-28-03-2017-2115435_3.php#11].
23. [https://rcac2022.com/rabat-capitale-africaine-de-la-culture-rcac/].
24. Le programme de la période juin-décembre 2022 est accessible sur internet, [https://rcac2022.com/wp-content/uploads/2023/03/PROGRAMME-RCAC-2022-LAST.pdf].
25. [https://www.uclga.org/?lang=fr].
26. Rabat a été choisie en 2022 pour inaugurer cette initiative. Brazzaville et Kinshasa ont été retenues pour une seconde édition du projet, avec un programme s'étalant sur deux ans (2024-2025).
27. KAVTE Yaya, « Rabat, Capitale Africaine de la culture 2022 : 86 événements prévus », *Afriki Press*, 29 juin 2022, [https://afrikipresse.fr/rabat-capitale-africaine-de-la-culture-2022-86-evenements/].
28. [https://rcac2022.com/rabat-capitale-africaine-de-la-culture-rcac/].
29. « Le Maroc plaide pour une stratégie africaine de la culture », portail APAnews (Agence de presse africaine), 3 juin 2022, [https://fr.apanews.net/culture/e-maroc-plaide-pour-une-strategie-africaine-de-la-culture/].
30. [https://collection-sembura.com/#:-:text=QUI%20SOMMES%20NOUS%20%3F%20m%20m%20A9moires%20et%20les%20innovations].
31. ERONDÉ Eugène et MAROUCH Rablaa (dir.), *Qu'est-ce que l'Afrique? Réflexions sur le continent africain et perspectives*, Casablanca, La Croisée des chemins, coll. « Semboura », 2021 ; COLLECTIF, *Rabat, capitale culturelle de l'Afrique et du monde islamique*, Casablanca, La Croisée des chemins, 2022.
32. KING Stephen J., « Black Arabs and African Migrants: Between Slavery and Racism in North Africa », *The Journal of North African Studies*, n° 26/1, 2021, p. 8-50 ; EL HAMEL Chouki, *Black*

- Morocco: *A History of Slavery, Race, and Islam*, New York, Cambridge University Press, 2013; BANI Hamid, « Race and Color in North Africa and the Arab Spring », in Moha ENNAJ (dir.), *Multiculturalism and Democracy in North Africa: The Aftermath of the Arab Spring*, New York/Londres, Routledge, 2014; MENIN Laura, « Anti-Black Racism: Debating Racial Prejudices and the Legacies of Slavery in Morocco », *Debating Racial Prejudices and the Legacies of Slavery in Morocco*, Milan, Ledizioni, 2017, 25 p., [https://boa.unimib.it/retrieve/handle/10281/151821/216046/SWAB-WFS_2016-2_Anti_black_racism_debating_racial_prejudices_and_the_legacy_of_slavery_in_Morocco.pdf]; TIMÉRA Mahamet, « La religion en partage, la "couleur" et l'origine comme frontière. Les migrants sénégalais au Maroc », *Cahiers d'études africaines*, n° 201/1, 2011, p. 145-167; GARCIA-ARCICOLLAR Africa, « A Critical analysis of the processes of racialisation in Morocco », *CERS Working Paper*, 2014 [https://cers.leeds.ac.uk/wp-content/uploads/sites/97/2015/01/Racialisation-in-Morocco-Africa-Garcia-Arcicollar-2014.pdf].
33. « L'ISGA organise sa semaine culturelle africaine », *Aujourd'hui le Maroc*, 5 mai 2018, [https://aujourd'hui.ma/culture/lisga-organise-sa-semaine-culturelle-africaine]. Le site internet de la région de l'Oriental rend compte de l'ouverture de la semaine culturelle africaine organisée par l'ENSA et l'association des étudiants africains de l'université Mohamed I^{er} d'Oujda, le vendredi 6 mai 2022, [https://conseilregionoriental.ma/fr/mr-salah-el-aboudi-participe-%C3%A0-l'ouverture-de-la-semaine-culturelle-africaine].
34. Ses activités sont présentées sur son site internet [https://www.ocpafrika.com/]. OCP Africa a programmé d'investir 15 milliards de dollars sur quinze ans à partir de 2016. Son premier grand projet est la réalisation d'un complexe de production d'engrais à Dire Dawa dans l'est de l'Éthiopie.
35. Parmi les réalisations de la Fondation Mohammed VI pour le développement durable, instituée en 2008, on peut citer la construction de la clinique ophtalmologique Mohammed VI de Dakar, inaugurée en 2013, et celle de la clinique périnatale Mohammed VI de Bamako, inaugurée en juillet 2022.
36. Le site internet de la fondation OCP donne un aperçu de ses activités, [https://www.ocp.foundation.org/].
37. Inauguré en 1977 sous la forme d'une « Rencontre internationale du cinéma africain », ce festival est depuis 2008 organisé par la Fondation du festival international du cinéma africain de Khouribga (FFICAK). Il a connu sa 23^e édition en mai 2023, [https://festivalkhouribga.org/fr/], consulté le 11 mars 2024.
38. Le partenariat noué pour trois ans en 2016 a été renouvelé pour la période 2019-2021. Afrikanya a par ailleurs comme partenaires l'association Éducation artistique et culturelle (EAC)-L'Boulvar, le Technopark de Casablanca, la Fondation Festival sur le Niger et la Maison des cultures urbaines de Dakar [http://afrikayna.com/apropos/#equipe], consulté le 11 mars 2024.
39. [http://afrikayna.com/apropos/], consulté le 11 mars 2024.
40. Les actions que présente son site sont les suivantes : « soutien à la mobilité des artistes; ateliers musicaux et cultures & masters class professionnelles; coproduction de projets artistiques; résidences de création; actions pour le dialogue interculturel; développement points de contacts et réseaux » (*ibid.*).
41. Al-Mada est actionnaire ou coactionnaire de référence dans Attijariwafa Bank, Wafa Assurance, LafargeHolcim Group, Marjane Holding, Managem Group, Nareva et Inwi, [https://www.almada.ma/en/#activities], consulté le 11 mars 2024.
42. [https://www.almada.ma/], consulté le 11 mars 2024.
43. « Morocco's Al Mada launches pan-African \$109.5 million VC fund », *Wamda* 20 mars 2022, [https://www.wamda.com/2022/03/morocco-al-mada-launches-pan-african-109-million-vc-fund/].
44. [https://www.almada.ma/].
45. [https://www.almada.ma/rse/].
46. Dans le cadre de Rabat capitale africaine de la culture, la Villa des arts de Rabat a accueilli à l'automne 2022 l'exposition *Rifta*.
47. Architecte de formation, Mohamed Alami Lazraq a d'abord travaillé pour le gouvernement, puis pour le groupe Omnium nord-africain (ONA) qui, après sa fusion avec la Société nationale d'investissement (SNI), est devenu Al Mada. Le groupe Alliances opère à la fois dans les domaines sociaux, les propriétés résidentielles, les hôtels de moyen et haut standing, les stations de golf, les centres hospitaliers et les zones industrielles, ainsi dans divers grands projets d'infrastructures, [https://www.alliances.co.ma/groupe/#moitduprsident].
48. [https://macaal.org].
49. [https://www.alliances.co.ma/fondation/].
50. La fondation, présidée par le prince Moulay Ismaïl, a pour fondateurs Fihir Kettani, directeur de la Galerie 38, Mohamed Bouzoubaa, patron d'une importante entreprise de bâtiment, et Arnaud Ligier-Laubhuet, [https://www.vh.ma/agenda/prete-moi-reve-expo-prometteuse/]; [https://www.letemps.ch/culture/arts/utopies-africaines-contemporaines].
51. [https://www.taapa.info/blog/lexposition-panafricaine-itinerante-prete-moi-ton-reve-fait-escale-a-abidjan/].
52. « Lancement au Maroc d'une exposition itinérante d'art contemporain africain », dépêche de l'AFP, 21 juin 2019, [https://www.voaafricque.com/a/lancement-au-maroc-d-une-exposition-itinerante-d-art-contemporain-africain/4969154.html]. La pandémie du Covid y a fait obstacle [https://www.communicart.fr/feuilleter-le-catalogue-de-lexposition-panafricaine-itinerante-prete-moi-ton-reve-actuellement].
53. Sur les 73 œuvres en vente, 15 trouveront acquéreurs – 3 de la collection de la FDCCA et 12 de celle de l'African Culture Fund (ACF) –, ce qui a permis de récolter 123 000 euros. L'ACF a été fondé en 2018, avec pour président Mamou Daffé, initiateur en 2005 du Festival sur le Niger de Ségou [https://www.africanculturefund.net/membre-fondateur/]; [https://www.africanculturefund.net/en/more-than-100000-euros-raised-during-the-auction-initiated-by-the-act-and-the-fdcca/], 20 mars 2021.
54. Dépêche de l'agence Maghreb Arab Press (MAP), Rabat, 16 mars 2023, [https://fr.alafrica.com/stories/202303170343.html]. La Fondation Hiba, créée en 2006 à l'initiative du roi, a son siège à Rabat. Association à but non lucratif, elle entend œuvrer « pour le développement et la promotion de l'art sous toutes ses formes : cinéma, musique, photographie, mode et design, arts de la rue, danse et théâtre », [https://www.fondationhiba.ma/content/presentation].
55. Le programme de sa 16^e édition, du 20 au 23 juin 2023 propose une exposition, un ciné-débat, une pièce de théâtre, un concert et un concours de slam [http://www.orient-occident.org/festival-rabat-africa-2023/?lang=fr].
56. [https://www.linkedln.com/company/festivalmawazine].
57. MASSEGUIN Léa, « Maroc : carton plein pour les artistes africains au Festival de Fès des musiques sacrées », *Jeune Afrique*, 21 juin 2019, [https://www.jeuneafrique.com/791821/culture/maroc-carton-plein-pour-les-artistes-africains-au-festival-de-fes-des-musiques-sacrees/]. Voir aussi le site officiel du festival, [https://fesfestival.com/].
58. Le mot *mabzhin* (« entrepôt » en arabe), désignait le gouvernement du sultan à l'époque précoloniale. Aujourd'hui, bien qu'il n'ait pas de statut légal ou constitutionnel, il continue à désigner la structure monarchique du pouvoir.
59. Certes, toutes les initiatives de promotion de la culture africaine ne proviennent pas des milieux makhzénis. Les différentes associations de défense des migrants leur sont par exemple extérieures. Cependant, leur capacité d'action n'est pas comparable à celle des institutions makhzénis.
60. [http://www.orient-occident.org/history/?lang=fr].
61. On peut citer parmi ces soutiens ceux du ministère de l'Intérieur, de la direction générale des autorités locales, du ministère des Migrations, du ministère de l'Emploi, du ministère du Développement social et du ministère de la Culture, qui ont été rejoints par de nombreux partenaires internationaux prestigieux tels que le HCR et l'Unicef, [http://www.orient-occident.org/partenariats/?lang=fr].
62. [https://www.fondationhiba.ma/content/presentation].
63. SLIMANI Leïla, « Mohammed VI, un roi mécène », *Jeune Afrique*, 6 avril 2010.

64. La longue liste des membres du conseil d'administration de de la Fondation Esprit de Fès comprend, entre autres, la Fondation BMCE Bank of Africa, l'Office national marocain du tourisme, BMCE Bank of Africa, Royal Air Maroc, Attijariwafa Bank, le Centre régional du tourisme de Fès, le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, l'OCP, la Wilaya de la région Fès-Meknès, l'association Fès Sais, [<https://fesfestival.com/2017/en/equipe/>].

Deuxième partie

Diplomatie culturelle et organisations internationales

Remerciements

La réalisation de cet ouvrage a été possible grâce au soutien du Centre de recherche en histoire internationale et atlantique (CRHIA) de Nantes Université et de son équipe (Éric Schnakenbourg et Bernard Michon, directeurs ; Sacha Crusson, chargée de la communication ; Aurélie Cloarec, chargée de la gestion). Il fait suite à deux journées d'études organisées avec l'aide du CRHIA et celle de l'unité de recherche Tempora (université Rennes 2), avec l'appui du département d'histoire et de l'UFR Histoire, histoire de l'art et archéologie, dans le cadre des Journées scientifiques de Nantes Université, les 3 juin 2022 et 5 juin 2023. Nous remercions ici pour leur participation à ces deux journées ou pour avoir accepté de faire partie du comité scientifique de l'ouvrage Nicolas Collen, Aurélie Dusserre, Camille Faucourt, Sonia Franco, Isabelle Grangaud, Dina Heshmat, Florence Hudowicz, Stanislas Jeannesson, Hinde Magnouji, Amar Mohand-Amer, Akhèsa Mourimi, Khadija Nemri, Sami Ouchane, Malika Rahal et Océane Salliy d'une part, Abaher al-Sakka, Kmar Bendana, Clémentine Gutron, Janet Horne, Fabrice Jesné, Stanislas Jeannesson, Tristan Leperlier, Amar Mohand-Amer, Céline Pauthier, d'autre part. Nous devons des remerciements particuliers à Kmar Bendana, Ilker Birkan, Claire Fredj, Frédéric Gloriant, Clémentine Gutron, Pauline Monginot, Silvia Naef, François Siino et Emmanuel Szurek dont la lecture critique a permis d'amender les textes qui constituent cet ouvrage.

COMITÉ ÉDITORIAL

Virginie Chaillou-Atrous – Cécile Chantraine-Brailion – Françoise Le Jeune – Florence Petroff – Isabelle Pimouguet-Pedarros – Annick Peters-Custot – Jenny Rafik – Michel Catala – Stanislas Jeannesson – Philippe Jossierand – Yann Lignereux – Alain Messaoudi – Fabrice Micallef – Éric Schnakenbourg

Mise en page : Benoit Gromellon pour le compte des PUR

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES
Saic Édition – Université Rennes 2
Bâtiment Germaine-Tillion – 2 avenue Gaston-Berger
35043 Rennes Cedex
www.pur-editions.fr

Imprimé en France
Dépôt légal : 2^e semestre 2024
ISBN 978-2-7535-9862-1
ISSN 1775-2981

Table des matières

■ Luc Chantre, Kahina Mazari et Alain Messaoudi <i>Introduction. Des diplomaties parallèles, de nouvelles pratiques ?</i>	11
<i>Première partie</i>	
Discours et pratiques de la diplomatie culturelle	
■ William Guéraiche <i>Comprendre la diplomatie culturelle. Le cas de la France aux Émirats arabes unis</i>	27
■ Loli Melon <i>S'imaginer l'Autre : le nouvel orientalisme du Louvre Abu Dhabi</i>	41
■ Barbara De Poli <i>Diplomatie et politiques culturelles africaines au Maroc (2011-2023)</i>	57
<i>Deuxième partie</i>	
Diplomatie culturelle et organisations internationales	
■ Allia Nakhli <i>Une collection de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences : la série « L'art plastique arabe moderne et contemporain »</i>	73
■ Melissa Tedafi <i>La création de l'Institut du monde arabe à Paris (1974-1987). Le fruit d'une diplomatie franco-arabe ?</i>	89